**Plan de Continuité d’Activité**

**P.C.A.**

**LOGO de l’entreprise**

Ce document est proposé par l’Union Nationale des Entreprises du Paysage dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID 19.

Il s’agit d’une ébauche travaillée selon les consignes du gouvernement français au moment de sa rédaction.

Comme tout document lié aux conditions de travail d’une entreprise, il doit être retravaillé et adapté à la situation propre de l’entreprise concernée, son contenu est soumis à la responsabilité du chef d’entreprise.

**Mode d’emploi** (à effacer une fois le document modifié)**:**

Les explications relatives au PCA et à la pandémie COVID 19 sont reportées à la fin du document – consulter le sommaire.

**Légende** **:**

* A modifier par vos soins
* Se référer aux annexes à télécharger sur notre site internet

**SOMMAIRE**

[1. VALIDATION DU PCA 4](#_Toc36129527)

[a. Consultation des instances paritaires (pour les entreprises de + 11 salariés) 4](#_Toc36129528)

[b. Approbation du directeur de l’entreprise 4](#_Toc36129529)

[c. Validation de la médecine du travail 4](#_Toc36129530)

[2. La démarche 5](#_Toc36129531)

[3. PLAN DE CONTINUITE 6](#_Toc36129532)

[a. Organisation de l’activité 6](#_Toc36129533)

[I. Coordonnateur du PCA dans l’entreprise 6](#_Toc36129534)

[II. Identification des travaux par catégories Annexe 1 6](#_Toc36129535)

[III. Activités nécessaires à l’entreprise 6](#_Toc36129536)

[IV. Identification des fonctions sédentaires transposables au domicile - télétravail 7](#_Toc36129537)

[V. Ressources humaines 7](#_Toc36129538)

[VI. Modifications du fonctionnement interne de l’entreprise 8](#_Toc36129539)

[VII. Traçabilité et suivi 10](#_Toc36129540)

[VIII. Identification du personnel à risque (annexe 9) 10](#_Toc36129541)

[IX. Identification des principaux fournisseurs 11](#_Toc36129542)

[b. Modification du Document Unique 11](#_Toc36129543)

[c. Suivi du PCA 12](#_Toc36129544)

[4. ORGANIGRAMME VISUALISANT LES UNITES ET ACTEURS ESSENTIELS EN CAS DE PANDEMIE 13](#_Toc36129545)

[5. MODIFICATIONS APPORTÉES AU PCA 14](#_Toc36129546)

[6. DESTINATAIRES 15](#_Toc36129547)

[7. GLOSSAIRE 16](#_Toc36129548)

[8. TEXTES REGLEMENTAIRES 17](#_Toc36129549)

[9. CE QU’IL FAUT SAVOIR 18](#_Toc36129550)

[a. La pandémie de COVID-19 18](#_Toc36129551)

[b. Comment se manifeste-t-elle ? 18](#_Toc36129552)

[c. Comment l’attrape-t-on ? 18](#_Toc36129553)

[d. Qu’est-ce qu’une « pandémie » ? 19](#_Toc36129554)

[e. Conséquences 19](#_Toc36129555)

[10. QU’EST-CE QU’UN PLAN DE CONTINUITE DES ACTIVITES ? 20](#_Toc36129556)

[11. ANNEXES 22](#_Toc36129558)

# VALIDATION DU PCA

## Consultation des instances paritaires (pour les entreprises de + 11 salariés)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| NOM | STATUT | VALIDATION |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

## Approbation du directeur de l’entreprise

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| NOM | STATUT | VALIDATION |
|  |  |  |
|  |  |  |

## Validation de la médecine du travail

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| NOM | STATUT | VALIDATION |
|  |  |  |
|  |  |  |

# La démarche

La démarche comporte deux grandes phases :

***Phase A : concevoir le plan***

**- étape 1 :** désignation du référent Pandémie, pilote du PCA ;

**- étape 2 :** réflexion, analyse, décision ;

**- étape 3 :** rédaction du plan.

***Phase B : le rendre opérationnel***

**- étape 4 :** consultation des instances paritaires ;

**- étape 5 :** approbation du plan par le directeur ;

**- étape 6 :** suivi du plan (exercices).

# PLAN DE CONTINUITE

## Organisation de l’activité

### Coordonnateur du PCA dans l’entreprise

Interlocuteurs « Pandémie » désigné par la Direction : \_\_\_\_\_\_\_\_\_(ex : le dirigeant, le référent QHSE, référent sécurité,…)

### Identification des travaux par catégories Annexe 1

* **Travaux urgents ou permettant la continuité de service public (exemple : ENEDIS, RTE, SNCF, RATP, …) :** Identification des clients et chantiers qui nécessiteraient des actions urgentes de mise en sécurité ou permettant une continuité du service public. Ces clients prioritaires recevront une information (annexe 2), via tous les moyens disponibles (téléphone, SMS, courriel, web, …) présentant l’ensemble des mesures qui seront prises au sein de l’entreprise pour assurer la continuité du service.

En cas de refus de chantier par le client, l’entreprise transmet le modèle de courrier à l’annexe 2bis.

* **Priorité économique pour l’entreprise :** une information (annexe 2), sera envoyée à tous les clients de l’entreprise, via tous les moyens disponibles (téléphone, SMS, courriel, web, …). Celle-ci aura pour objectif de présenter l’ensemble des mesures qui seront prises au sein de l’entreprise.

Une procédure de priorisation est mise en place prenant en compte les travaux réalisés et l’importance du client, mais en tout état de cause la satisfaction de tous les clients reste le maître mot de notre société.

En cas de refus de chantier par le client, l’entreprise transmet le modèle de courrier à l’annexe 2bis.

* **Travaux non prioritaires pouvant être réalisés de façon aléatoire dès que les moyens sont disponibles :** Certains travaux pourront être reportés si cela correspond à la demande du client, ou si le personnel n’est plus présent en nombre suffisant. Toutefois la satisfaction de tous les clients reste le maître mot de notre société, tout sera donc mis en œuvre pour honorer nos contrats. Un courrier sera adressé (exclusivement par courriel pour éviter toute contamination) pour les chantiers reportés (annexe 3).

### Activités nécessaires à l’entreprise

* En cas de défaillance du personnel, des effectifs complémentaires pourront renforcer notre activité par l’intermédiaire de la sous-traitance. Une liste des sous-traitants (annexe 4) les plus sollicités est à disposition. Une lettre d’information (annexe 5) et un lan de Prévention spécifique ou avenant au plan de prévention (annexe 6) seront envoyés à chacun d’entre eux pour leur communiquer les différentes mesures à prendre pour répondre aux exigences de notre PCA.

### Identification des fonctions sédentaires transposables au domicile - télétravail

* Parmi les postes sédentaires, il devient nécessaire de travailler à domicile en télétravail. Lorsque cela s’avèrera possible, une chartre d’entreprise ou un accord collectif permettra de le mettre en place, en conformité avec les articles L1222-9 et suivants du code du travail.

Afin de faciliter les échanges intra et extra entreprise, l’annexe 7 aide à l’organisation de visioconférences.

Lorsque le travail à distance est impossible, il conviendra de respecter les consignes de réunion (annexe 8)

### Ressources humaines

* Une étude a été réalisée afin d’identifier les personnes susceptibles de ne pas pouvoir venir travailler en cas de dysfonctionnement des moyens collectifs de transport. Compte tenu de la situation géographique de l’entreprise, l’arrêt des transports collectifs aura un impact très faible / faible/ moyen/ fort sur le fonctionnement de l’entreprise.
  + Direction ….%
  + Comptabilité ….%
  + Entretien ….%
  + Création ….%
  + Elagage ….%
  + Traitement phytosanitaire ….%
  + ….%
  + ….%
* Au niveau maximal de la pandémie, les établissements publics seront fermés. Une étude a été réalisée pour évaluer cette incidence. Nous avons demandé à chaque salarié ayant des enfants en bas âge (moins de 16 ans) de s’interroger sur la garde de leurs enfants (grands-parents selon l’âge, baby sitting, voisins, assistance maternelle, …) afin d’anticiper cette éventuelle situation.
* Identification des personnes fragiles ou présentant des pathologies chroniques. En fonction des mesures proposées par le gouvernement, des solutions leurs seront proposées.

<https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus.>

* Les aménagements motivés par la pandémie pourront donner lieu à une suspension du contrat de travail. Ce ne sera que temporaire et limité à la période de pandémie. Le chômage partiel pourra être envisagé en fonction de la situation.

**L’étude sur les ressources humaines est matérialisée dans l’annexe 9, voir paragraphe « VIII. Identification du personnel à risque ».**

### Modifications du fonctionnement interne de l’entreprise

* La mise en place du PCA pour l’entreprise nécessite de suivre des consignes pour lutter, chacun à son niveau, contre la propagation de la pandémie **en complément de toute mesure sanitaire édictée par les Pouvoirs Publics**. Ainsi une information et de nouvelles procédures de travail seront portées à la connaissance des salariés.

**Les consignes suivantes sont à adapter à l’entreprise et à compléter au moyen de l’annexe 10.**

**Nouveau :** L’entreprise peut transmettre aux salariés l’annexe 24 « que faire en cas de symptômes »

**Mesure sur le site de l’entreprise**

* + **Les postes collaboratifs (clavier, table, documents papier, outils,)**
    - Une rotation des effectifs devra être mise en place pour respecter les règles de distanciation (effectif réduit) ;
    - Nettoyage, désinfection des postes de travail, des surfaces de contact et port du masque le cas échéants ;
    - Port de gants pour la manipulation des papiers ;
  + **Embauches et débauches se font désormais sur chantier** (éviter les passages au dépôt dans la mesure du possible). Sinon, prévoir les affichages pour respecter les gestes « barrière », [organiser un flux « marche en avant »](https://www.msa.fr/lfy/employeur/coronavirus-consignes?p_p_id=56_INSTANCE_eeQuwqirlwAi&p_p_lifecycle=0&p_p_state=normal&p_p_mode=view&p_p_col_id=column-1&p_p_col_count=1&_56_INSTANCE_eeQuwqirlwAi_read_more=2) et l’organisation des vestiaires (annexe 11).
  + **La distribution du courrier - Annexe 12**
    - Nomination d’un responsable courrier et établissement de règles strictes ;
    - Demande au facteur de ne pas entrer dans les locaux ; Il devra utiliser la sonnette ou téléphoner et attendre au portail ;
    - Une personne sera en charge de collecter le courrier ;
    - Interdiction aux salariés de se déplacer pour venir prendre le courrier ;
    - Limitation maximale de la distribution dans les bureaux.
  + **L’accueil des visiteurs sera interdit**, les échanges ne se feront que par mail ou par téléphone. Un affichage peut éventuellement être mis en place devant l’entrée des locaux avec les coordonnées téléphoniques.
  + **L’accueil des livraisons de marchandises ou matériels** lorsque cela est encore possible se fera en respectant l’avenant au protocole de chargement / Déchargement (annexe 13) (condamnation des voies d’accès non maîtrisées, prévoir un accueil spécifique sans que le chauffeur rentre dans les bâtiments ou en contact avec du personnel).
  + **La mise en place éventuelle d’horaires** de présence pour limiter la concentration d’un trop grand nombre de personnes au même endroit. En fonction de l’évolution de l’épidémie, il pourra être envisagé d’échelonner les prises de poste pour éviter que les personnes ne se croisent.
  + La modification des tâches du personnel d’entretien (désinfection des poignées de porte, poubelles, tables ou bureaux collectifs ; banques de réception …)
  + Procédure de désinfection pour chaque poste de travail et aération des locaux (1 à 2 fois par jour). Annexe 10
  + Mise en place d’un affichage rappelant les différentes mesures de sécurité. Annexe 14
  + Les réunions non stratégiques seront reportées ou annulées et substituées par des moyens téléphoniques ou visioconférence ; Pour les réunions sur site nécessaire, une consigne de prévention sera mise en place. Annexes 7 et 8.
  + Nos locaux sont équipés de poubelles à couvercle, avec un sac, dédiés aux déchets « pandémie ». Elles sont vidées et collectées quotidiennement (Annexe 10).
  + Essuie main jetable + mouchoirs jetables (désactiver les sèche-mains électriques)
  + Ce PCA et ses annexes constituent l’ensemble des bonnes pratiques. Il sera présenté aux salariés (annexe 15) et une formation sera établie au moment de la mise en place des consignes. (Consulter l’ensemble des annexes)
  + **LISTE A MODIFIER OU COMPLETER SELON VOTRE SITUATION**

**Mesure pour les chantiers – Annexe 16**

* + **Le nettoyage des cabines** de véhicules, notamment en cas de changement de conducteur (Annexe 10).
  + **Le plein de carburant** (à faire au maximum à l’extérieur pour économiser les ressources internes) (Annexe 17).
  + Si possible prévoir une personne par véhicule, les autres ouvriers peuvent utiliser leurs véhicules personnels pour se rendre directement sur le chantier sans passer par le dépôt. (En respectant les consignes de nettoyages et de distanciation et procédure d’arrivée sur un site, contact physiques, port de masques si nécessaire, décontamination des objets via des lingettes désinfectantes, … Annexe 10).

Remarque sur les véhicules personnels :

Il est conseillé que le conducteur de la camionnette soit le seul dans la cabine. Ce qui implique que certains salariés pourraient être amenés à utiliser leur véhicule personnel pour se rendre directement sur les chantiers. Dans ce cas, il est nécessaire de souscrire une **extension d’assurance (contrat Auto-mission)** qui viendra se substituer à l’assurance véhicule du salarié. Cette assurance doit être en formule tous risques au premier au premier euro quel que soit l’âge du véhicule.

* + L’assureur va vous demander le kilométrage théorique que l’ensemble des salariés pourraient être amené à faire (Exemple 500Km)[[1]](#footnote-2). **Si la distance minimale d’un mètre entre 2 personnes ne peut pas être respectée, il est fortement recommandé d’utiliser des gants, des lunettes et de porter un masque de type chirurgical, FFP2 ou FFP3 ou d’écran facial. En l’absence de matériel de protection les tâches nécessitant d’être à moins d’un mètre devront être reportées ou annulée. Annexe 18.**
  + **L’intervention pour le suivi des chantiers prioritaires ou urgents** devra se faire selon des consignes spécifiques. (Stylo personnel pour la signature des documents, nettoyage des tablettes, limitation du nombre de personnes lors des éventuelles réunions de chantier, distanciation, règle d’hygiène, …) (Annexes 8, 10 et 16 ).
  + **Pour les travaux chez les particuliers prioritaires ou urgents** (surtout chez des personnes fragiles) ne pas rentrer en contact physique avec le client, prévoir une distance d’au moins 1 mètre. Idéalement, utiliser le téléphone ou les courriels pour communiquer (Annexes 2 et 19).
  + **Le personnel sur chantier** devra respecter les consignes chantier notamment une distance minimale d’1 mètre pour travailler. Les outils devront être attribués à une personne et ne pourront pas être partagés sauf à désinfecter le matériel (prévoir un signe distinctif sur les outils et consulter Annexe 10).
  + **Respecter les consignes pour le retour au domicile (Annexe 20)**
  + **Les pauses déjeuner** sont organisées de manière à respecter les gestes barrière. Chaque salarié peut être autorisé à déjeuner dans son véhicule.
  + Chaque salarié en déplacement devra avoir avec lui le justificatif de déplacement professionnel qui lui sera remis préalablement complété et signé par l’employeur (annexe 23)
  + **LISTE A MODIFIER OU COMPLETER SELON VOTRE SITUATION**

Si les consignes et les préconisations des **mesures sanitaires édictée par les Pouvoirs Publics** ne peuvent être respectées il est nécessaire de stopper le chantier.

### Traçabilité et suivi

Pour certaines situations particulièrement à risque, certaines opérations de nettoyage pourront faire l’objet de fiches de suivi spécifiques, pour assurer un suivi des consignes le plus pointu possible. Le nettoyage des locaux, des véhicules ou matériels entre autres, pourrait être concerné.

Annexe 10

### Identification du personnel à risque (reporter ici annexe 9)

Identification du personnel concerné par l’arrêt des transports en commun :



*Dupliquer le tableau pour chaque site.*

Identification du personnel concerné par la fermeture des établissements publics :



*Dupliquer le tableau pour chaque site.*

Identification du personnel disponible / malade :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom et prénom** | **Service** | **Disponible O/N** | **Quarantaine O/N** | **Malade O/N** | **Guéri O/N** | **Date de mise à jour situation** |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

*Dupliquer le tableau pour chaque site.*

### Identification des principaux fournisseurs

Un recensement de nos fournisseurs a été effectué avec une classification de leur nécessité pour l’entreprise pour assurer nos prestations dans le cadre des « priorités nationales » ou « priorités économiques ». Annexe 21.

Une lettre aux fournisseurs sera envoyée, leur demandant quelles sont les mesures qu’ils ont mises en place pour la continuité d’activité (Annexe 22).

*Exemple de procédure en cas de pandémie niveau 6 :*

*- Pour La poste :Une sonnette sera mise en place à l’entrée du bâtiment administratif afin de limiter les visites dans les bureaux. Le Facteur devra sonner et une personne sera en charge de récupérer le courrier. Elle mettra un masque, récupérera le courrier, devra ensuite se désinfecter les mains, l’ouvrir, se désinfecter à nouveau les mains. Elle pourra alors enlever son masque et le jeter dans la poubelle pandémie puis devra distribuer le courrier dans les panières à disposition.*

## Modification du Document Unique

L’évaluation des risques a été refaite sous l’angle de la pandémie. En complément, une étude par poste a été réalisée pour identifier les tâches réalisées par salariés à moins d’1 m les uns des autres (annexe 18).

Les unités de travail concernées par le PCA sont :

* BuREAU
* ATELIER
* ENTRETIEN
* CREATION
* Traitement phytosanitaire
* Elagage

## Suivi du PCA

Le plus simple consiste sans aucun doute à organiser régulièrement des échanges sur un ou plusieurs points du PCA.

Il peut, par exemple, s’agir pendant une demi-journée, de diminuer de moitié les effectifs d’un service et parallèlement d’affecter les effectifs ainsi rendus disponibles à d’autres missions : secrétariat, logistique, télétravail à partir d’un autre site.

En tout état de cause, un retour d’expérience (RETEX) devra être systématiquement entrepris à l’issue de chaque situation. Les enseignements tirés doivent servir à amender, si nécessaire, le PCA. Enfin, il ne faut pas oublier que le PCA doit être, en permanence, tenu à jour pour intégrer les modifications qui pourraient intervenir.

# ORGANIGRAMME VISUALISANT LES UNITES ET ACTEURS ESSENTIELS EN CAS DE PANDEMIE

Organigramme

# MODIFICATIONS APPORTÉES AU PCA

Seul les membres de la direction sont habilités à modifier le PCA. Sa révision pourra être faite tous les ans en même temps que le Document Unique.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Date** | **Pages modifiées** | **Modifications apportées** |
|  |  |  |

# DESTINATAIRES

**Selon les cas ou les demandes des organismes publics régionaux :**

* M. le Sous-préfet
* M. le Maire de………………………
* M. le Directeur SDIS
* M. le Directeur de la DRASS
* M. le Directeur de la DDASS
* Banques
* Clients

# GLOSSAIRE

**PCA** : Plan de continuité d’activité

**SDIS** : Service départemental d'Incendie et de secours

**DRASS** : Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales

**DDASS** : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

**InVS** : Institut de veille sanitaire

**CRBF** : Comité de la réglementation bancaire et financière

**DDE** : Direction Départementale de l’Equipement

**DRE** : Direction Régionale de l’Equipement

**PDP** : Plan de Prévention

**DU** : Document unique

**FIMO** : Formation initiale minimale obligatoire

**CT** : Contrat de travail

**CHSCT** : Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

**EPI** : Equipement de protection individuelle

**RC** : Responsabilité Civile

**Niveaux de pandémie selon classification OMS**

Niveau 1 : Absence de circulation de nouveaux virus hautement pathogènes chez l’animal et l’homme (OMS phase 1) ;

Niveau 2A : Epizootie à l’étranger provoquée par un virus hautement pathogène, sans cas humain (OMS phase 2) ;

Niveau 2B : Epizootie en France provoquée par un virus hautement pathogène, sans cas humain (OMS phase 2) ;

Niveau 3A : Cas humains isolés à l’étranger sans transmission interhumaine (OMS phase 3) ;

Niveau 3B : Cas humains isolés en France sans transmission interhumaine (OMS phase 3) ;

Niveau 4A : Cas humains groupés à l’étranger, limités et localisés – transmission interhumaine limitée due à un virus mal adapté à l’homme (OMS phase 4) ;

Niveau 4B : Cas humains groupés en France, limités et localisés – transmission interhumaine limitée due à un virus mal adapté à l’homme (OMS phase 4) ;

Niveau 5A : Larges foyers de cas groupés non maîtrisés à l’étranger (OMS phase 5) ;

Niveau 5B : Extension des cas humains groupés en France (OMS phase 5) ;

Niveau 6 : Pandémie

Niveau 7 : Fin de vague pandémique.

# TEXTES REGLEMENTAIRES

- Décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus (sur la mise en confinement des salariés).

- Arrêté du 14 mars 2020 modifié portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19

- Arrêté du 15 mars 2020 complétant l’arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19

- Décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19

- Décret n° 2020-264 du 17 mars 2020 portant création d'une contravention réprimant la violation des mesures destinées à prévenir et limiter les conséquences des menaces sanitaires graves sur la santé de la population

- Arrêté du 17 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19

- Arrêté du 19 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19

- Décret n°2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l’épidémie de covid-19 dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire

- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

- Articles L. et R. 4121-1 et suivants du code du travail

- Article L. 1222-11 du code du travail (sur le télétravail)

# CE QU’IL FAUT SAVOIR

Cette section comprend les informations en date au moment de sa rédaction.   
Les informations sont régulièrement mises à jour sur <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus.>

## La pandémie de COVID-19

Le COVID-19 est une infection respiratoire aigüe, d’origine virale, très contagieuse (une personne infectée en contaminerait en moyenne deux à trois), qui peut être mortelle, principalement pour les personnes âgées ou affaiblies. Son délai d’incubation est de 3 à 5 jours, pouvant s’étendre jusque 14 jours. Le malade peut être asymptomatique, mais demeure contagieux, parfois même avant le déclenchement de la maladie, jusqu’à ce que celle-ci soit guérie.

## Comment se manifeste-t-elle ?

Le COVID-19 se manifeste par :

* Fièvre
* Fatigue
* Toux sèche
* Difficulté à respirer

D’autres symptômes peuvent se présenter :

* Douleurs
* Congestion / écoulement nasal
* Maux de gorge
* Diarrhée

La plupart des personnes guérissent sans avoir besoin de traitement particulier (environ 80%)

## Comment l’attrape-t-on ?

La contagion se propage selon deux modes :

1- l'un direct (respiratoire),

2- l'autre indirect (porté par les mains).

Ainsi, un malade (mais il ne sait pas encore qu’il est malade) éternue ou tousse.

Les microparticules qu'il projette contamineront :

- les personnes qui sont à proximité et qui vont les inhaler, c'est la contamination directe ;

- les objets situés sur la trajectoire et/ou les mains du malade s'il les a placées devant sa bouche avant de tousser ou d'éternuer.

Tout ce qu'il va ensuite toucher sera contaminé : une rampe d'escalier, une poignée de porte ou de fenêtre, un combiné téléphonique, une souris d'ordinateur, un papier, un robinet de lavabo, un mouchoir, un billet de banque, le volant d’un véhicule etc. C'est la contamination indirecte.

Il suffit qu'une autre personne touche ces objets et porte ensuite la main à la bouche, au nez, aux yeux pour être, à son tour, contaminée.

Il existe des mesures barrières et des actes réflexes d'hygiène qui peuvent casser ces deux chaînes de transmission et nous protéger mutuellement.

## Qu’est-ce qu’une « pandémie » ?

Elle peut apparaître n'importe où dans le monde, se propager très vite aux autres pays, sans qu'il soit possible de vacciner la population tant que le virus n'a pas été identifié et isolé, ce qui nécessite plusieurs mois. Elle peut toucher un grand nombre de personnes, de manière exponentielle, entraîner une forte mortalité, la saturation du système de santé et un absentéisme très important au travail. Une pandémie peut donc, par pénurie de personnel, désorganiser la vie du pays touché.

## Conséquences

En cas de survenue d'une pandémie en France, tous les responsables doivent s'attendre à un absentéisme très important résultant :

- de la difficulté de faire garder les enfants à cause de la fermeture des écoles et des crèches ;

- des difficultés dans les déplacements (perturbations voire restrictions des transports en commun) ;

- de la maladie ;

- de la garde d'un proche malade ;

- de la mise en quarantaine.

Selon une étude canadienne, les petites structures dans lesquelles les rapports sociaux sont nombreux pourraient être plus gravement touchées par l'absentéisme que les structures importantes dans lesquelles les rapports sociaux sont moins nombreux.

Cette pénurie de personnel mettra le pays au ralenti. Toutes les activités, toutes les entreprises, tous les services seront touchés.

On doit donc s'attendre à de possibles ruptures, dans les chaînes de livraison de biens et dans les prestations de service (électricité, eau, gaz, banque, courrier, cantine, maintenance, gestion du bâtiment, etc.) et à la saturation probable des systèmes de communication (Internet, téléphonie mobile).

# QU’EST-CE QU’UN PLAN DE CONTINUITE DES ACTIVITES ?

Il existe des sinistres et des catastrophes qui peuvent mettre en danger la survie d'une entreprise ou une organisation, par la rupture dans la continuité de son activité essentielle (son « cœur de métier »).

Le concept de « continuité d'activité » est récent (10-15 ans). Mis au point initialement pour faire face au risque d'interruption des systèmes informatiques susceptibles, pour nombre d'entreprises, de mettre en jeu en quelques heures leur existence même, il s'est étendu au système bancaire et depuis, compte tenu des enjeux, nombre d'entreprises et d'administrations en ont adopté la démarche.

Comment y faire face ?

Il est communément admis que la gestion d'une « crise » comporte trois étapes :

- on la subit ;

- puis on la contrôle ;

- enfin on la domine.

Et l'on ne passe bien d'une situation à une autre que si la réponse a été au préalable rigoureusement préparée.

Cette démarche est celle de la « continuité d'activité » qui se caractérise notamment par l’identification des risques encourus et de leurs impacts sur l’activité de la structure.

Un « plan de continuité d'activité » (PCA), est un document qui vise à apporter la réponse la plus pertinente possible pour faire face à une crise.

Un PCA c'est également, pour le chef d’entreprise, une assurance contre les dangers de l'improvisation en situation de crise, et pour ses « clients », une garantie contre le « trop peu » ou le « trop tard » !

Selon la définition donnée par le comité de la réglementation bancaire et financière (CRBF), le plan de continuité d'activité est « l'ensemble des mesures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles de l'entreprise puis la reprise planifiée des activités ».

Il s'agit principalement, de mettre au point et de planifier les mesures pour :

1. réduire les conséquences de l’évènement ;

2. assurer la continuité des activités essentielles ;

3. faciliter le retour à la normale.

La plupart des PCA sont destinés à faire face à un risque local, qu'il soit interne ou externe, matériel ou immatériel.

Le PCA pandémie est spécifique. Il doit permettre de faire face, dans la durée, à un risque mondial et à une crise sanitaire et sociale de grande ampleur. La cible de la pandémie et le vecteur de la contagion, c'est l'être humain. Le volet le plus important à mettre particulièrement au point (et qui conditionne les autres) concernera donc les mesures à prendre pour protéger les salariés.

À la différence d'un PCA « standard », l'alerte et la mise en œuvre des mesures du PCA pandémie ne seront pas déclenchées « en interne », mais dépendront très étroitement de l’activation des mesures du plan national par les autorités gouvernementales. Les responsables doivent donc veiller à ce que les mesures prévues dans leur plan soient en cohérence avec les mesures prescrites à l'échelon national.

# ANNEXES

|  |  |
| --- | --- |
| **Réf** | **Liste des annexes du PCA** |
| 1 | Hiérarchisation et organisation des chantiers |
| 2 | Courrier d'information aux clients |
| 2bis | Courrier - Intervention refusée par le client |
| 3 | Courrier report d'activité |
| 4 | Identification des sous-traitants nécessaires à la continuité d'activité |
| 5 | Courrier d'information sous-traitants |
| 6 | Avenant au plan de prévention |
| 7 | Aide à l’organisation de visioconférences |
| 8 | Consigne réunion |
| 9 | Fichier de suivi du personnel |
| 10 | Procédure générale de désinfection et nettoyage |
| 11 | Utilisation des vestiaires |
| 12 | Fiche distribution du courrier |
| 13 | Avenant protocole chargement/déchargement |
| 14 | Liste des affichages recommandés |
| 15 | Fiche émargement Formation Consignes de sécurité |
| 16 | Consigne chantier |
| 17 | Note d'information chauffeurs approvisionnement carburant à l'extérieur |
| 18 | Analyse du respect des distances |
| 19 | Consigne intervention chez les clients |
| 20 | Consignes retour au domicile |
| 21 | Identification des fournisseurs nécessaires à la continuité d'activité |
| 22 | Courrier d'information aux fournisseurs |
| 23 | Justificatif de déplacement professionnel |
| 24 | Consigne en cas de symptômes |

1. Les sinistres qui ne sont pas liés aux activités professionnelles ne pourront pas être pris en compte [↑](#footnote-ref-2)